Les guerres olympiques de l’URSS

Description

Suspect aux yeux des bolchéviques, le sport de compétition est vite devenu un instrument de propagande essentiel des régimes communistes. Histoire d’un champ de bataille, du stade d’Helsinki au ring de Rocky IV.



Parce qu’il aime Adrienne, parce qu’il aime l’Amérique, Rocky Balboa se surpasse. Le boxer au grand cœur terrasse la machine de guerre soviétique. Le short étoilé de Sylvester Stallone, filmé au ralenti, se répand en arabesques tricolores. Les deux mètres de Dolph Lundgren, brute slave aux pommettes saillantes sont étendus sur le tapis. Le petit ténébreux éructe de joie.

Rocky IV est l’un des deniers films de la guerre froide. Succès désarmant mais néanmoins explicable En 1984, Américains et Soviétiques s’affrontent depuis 40 ans. Ils se font la guerre jusqu’au dernier moudjahid, jusqu’au dernier sandiniste, sans jamais se heurter directement. Drôle de guerre qui nécessite un exutoire. Le champ de bataille est interdit. Les terrains de sport, en revanche, font parfaitement l’affaire.

Le sport permet une « libération contrôlée des émotions » notait Norbert Elias. C’est une pratique moderne par excellence prétendant à l’universel. Ses règles écrites et uniformes permettent une limitation du degré de violence. L’antithèse des jeux traditionnels, inscrits dans une symbolique communautaire (rites de passage, célébration de l’unité villageoise), où les débordements sont acceptés, voire encouragés.

Le sport s’épanouit dans la guerre froide. Il s’en nourrit; il la sert fidèlement. Les deux superpuissances nucléaires se regardent en chien de faïence. Elles choisissent les pistes, bassins et tatamis olympiques pour s’affronter. Le CIO ne voudra jamais l’avouer, persistant à présenter sa grande messe comme un manifestation apolitique et pacifiste. La rencontre entre les peuples doit gommer la confrontation entre les blocs. Le cérémoniel empesé ne trompe personne mais il permet de réduire considérablement le niveau de tensions. Noyés dans l’unanimisme olympique, les deux ennemis font « comme si » l’important était bien de participer. Un jeu de dupe qui finit par voler en éclat, lorsque la confrontation est-ouest n’est plus « intermédiée ». L’expérience des compétitions d’athlétisme USA/URSS, organisées tous les deux ans à partir de 1958, au nom du rapprochement entre les peuples, ne résistera pas à la glaciation brejnévienne.

Le sportif, homo sovieticus par excellence

Propulsés sur la scène olympique, les sportifs soviétiques sont devenus les premiers ambassadeurs du socialisme. Joli retournement des choses. Car cette posture offensive n’a pas toujours été celle de l’Union. Avant-guerre, les préoccupations sont ailleurs. L’URSS en construction, isolée et menacée, s’est retirée de la scène sportive internationale. L’olympisme, considéré comme une pratique bourgeoise, n’a pas les faveurs de la direction communiste. Esprit de compétition, aspiration au succès personnel: le sport, version Coubertin est associé à l’athléticisme, déclinaison sportive du capitalisme victorien. Un cousinage que l’historiographie marxiste n’a d’ailleurs cessé de dénoncer.

Enfermée dans son complexe d’encerclement, l’Union soviétique développe une conception alternative du sport axée sur la « culture physique ». Ladite culture physique, placée sous la tutelle du ministère de la Santé, est perçue comme un moteur du changement social. « Son but n’est pas de faire tomber des records mais d’apporter l’hygiène sociale aux

populations arriérées » explique le ministre de la Santé Nikolai Semashko en 1928. Le sport doit dresser les masses. Combattre l'alcoolisme, le rachitisme, l'illettrisme, amener le moujik à vivre de manière hygiénique et à respecter les règles du collectif. Le sport est essentiellement un outil de politique intérieure. Il s'agit d'accélérer l'apparition d'un homo sovieticus productif, discipliné et enthousiaste.

Les partisans de la culture physique insistent logiquement sur les dimensions égalitaires de la pratique sportive. Dans les premières années de l'Union, certaines disciplines comme la boxe, l'haltérophilie ou la gymnastique – qui plus tard feront la gloire du sport soviétique – sont d'ailleurs sur la sellette. Les « hygiénistes » les trouvent dangereuses et porteuses de valeurs individualistes. Le sport socialiste, au contraire, doit créer du collectif. Compétition de tous contre tous à armes égales, c'est une métaphore de l'égalité en action. La participation compte plus que le résultat. En cela, le sport s'avère également un excellent moyen de cimenter l'Union. Le Caucasien exprime ses talents en lutte, l'Ukrainien démontre sa maestria au football. Tout ceci n'est guère coûteux politiquement pour la direction moscovite et permet de réaffirmer la dimension égalitaire de l'URSS. Dès 1920, en peine guerre civile, les Rouges organisent ainsi des jeux centrasiatiques à Tachkent. Une première. Jamais jusqu'alors, des sportifs russes et allogènes de l'Empire ne s'étaient mesurés dans une même compétition. Dans la même veine, les autorités encouragent la naissance de disciplines « soviétiques » comme le sombo, censé constituer une synthèse des différents types de luttes traditionnelles pratiquées en URSS.

Une Internationale rouge sportive

Participant à la construction de la « nation » soviétique, le sport communiste n'est pas entièrement isolationniste. S'il n'est pas question de frayer avec les équipes nationales des démocraties bourgeoises, les rencontres entre prolétaires sont activement encouragées. Mieux, en juillet 1921, l'URSS crée une Internationale Rouge du Sport (IRS) liée au Komintern. Elle regroupe les organisations ouvrières européennes à l'exclusion des associations social-démocrates réunies depuis un an au sein de l'Internationale Sportive de Lucerne (ISL). Pour les bolchéviques, le sport doit contribuer conjointement à la transformation du moujik et à la propagation de la révolution socialiste. L'objectif de l'IRS est clair : « former une réserve suffisante de combattants révolutionnaires pour les luttes décisives »[1].

Hors de question de participer aux jeux olympiques, ni même aux jeux ouvriers sociaux-démocrates organisés pour la première fois à Francfort en 1925. L'IRS lance ses propres « spartakiades » en 1928 parallèlement au VI^{e} congrès du Komintern. La plupart des disciplines olympiques sont inscrites au programme. Le sport de compétition se voit ainsi légitimé au nom de la saine émulation entre « avant-gardes physiques du prolétariat mondial ». Pour se démarquer des jeux bourgeois, les organisateurs prévoient toutefois des lectures de poésie, des spectacles folkloriques et des « batailles simulées entre le monde ouvrier et le monde de la bourgeoisie ». On est encore bien loin de la rhétorique « pacifiste » et universaliste affichée par la délégation soviétique en 1952.

Avec le tour de plus en plus « pragmatique » pris par la politique extérieure de Moscou, le sport soviétique va sortir cependant de son isolement. L'avènement de la « théorie du socialisme dans un seul pays » à la fin des années 20 implique une normalisation des relations de l'Union avec les puissances européennes. Le mouvement d'intégration du sport soviétique dans le sport mondial est amorcé parallèlement. La coïncidence n'est pas fortuite. Que l'adversaire soit bourgeois ou prolétaire importe finalement peu, l'essentiel étant de démontrer la supériorité du système socialiste… et l'intérêt de l'alliance soviétique.

Avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir et la montée du péril brun, les choses s'accélèrent. L'IRS, suivant les directives soviétiques, s'efforce de créer des « fronts populaires sportifs » à travers l'Europe. En boxe ou en football, des rencontres sont organisées avec des « amis » de l'URSS, partenaires stratégiques comme la France et la Tchécoslovaquie ou pays neutres comme la Suède. L'Union soviétique intègre le concert des nations. Elle rentre à la SDN en 1934… et prend contact la même année avec la FIFA. Au printemps 1937, la page du « sport révolutionnaire » se ferme. L'IRS est dissoute par le Presidium du Komintern. Et quelque mois plus tard, l'URSS envoie ses athlètes à la IIIe olympiade socialiste d'Anvers.

L'apogée olympique

La seconde guerre mondiale va conforter le tournant pris dans les années trente. En 1952, pour les Jeux d'Helsinki, l'URSS tourne définitivement casaque, et rejoint le mouvement olympique. Le revirement aurait pu intervenir plus tôt, lors de la précédente édition des JO, à Londres, en 1948. Mais Staline préfère attendre. La nouvelle superpuissance doit tenir son rang. Pari tenu, puisque l'URSS passe à deux doigts – et cinq médailles – de la première place dès sa première participation. À partir de 1956, l'URSS affirme sa suprématie. Elle « remporte » tous les jeux auxquels elle participe à l'exception des JO de Mexico en 1968.

L'URSS entre dans l'olympisme par la grande porte. Au plus grand contentement de la direction soviétique.
Dans un contexte de guerre froide, le mélodrame olympique – pourvu qu'il se termine par une happy end – constitue un excellent produit de propagande. Les JO permettent de visualiser l'ennemi capitaliste, cet adversaire à la fois insaisissable et omniprésent, dont l'existence justifie tant de « renoncements ». Par ailleurs, l'identification aux héros du socialisme, le « Nous avons gagné » fait vivre l'espoir du Grand soir et des Lendemains qui chantent.
Les sportifs après guerre deviennent ainsi des acteurs centraux de la mythologie socialiste. À l'instar des cosmonautes, ils repoussent les frontières, toujours plus loin, toujours plus haut, toujours plus fort.

La similitude ne s'arrête pas là. Le sport et la conquête spatiale sont également les seuls domaines où l'URSS peut rivaliser avec les Etats-Unis. Les performances respectives des deux puissances peuvent être étalonnées aux yeux de tous, grâce aux moyens de télédiffusion moderne. La Pravda peut ainsi déclarer en 1972 : « Les grandes victoires de l'Union soviétique et des pays-frères constituent la preuve éclatante que le socialisme est le système le mieux adapté à l'accomplissement physique et spirituel de l'homme ». L'impact en termes de propagande est inégalable. Les pays du Tiers-Monde, pour qui l'affirmation sportive joue un rôle crucial dans le processus d'intégration nationale, ne peuvent qu'être attirés par le modèle soviétique. À l'ouest, bien des militants de la « cause sportive » sont également séduits. Des voyages d'étude sont organisés à la découverte du village Potemkine soviétique, dont l'un des must est précisément le complexe sportif.

Consciente des bénéfices à tirer de la diplomatie sportive, l'URSS s'est en effet dotée de moyens scientifiques pour atteindre la suprématie mondiale. Une politique amorcée dès les années 1930, les contempteurs « hygiénistes » du sport de compétition étant mis peu à peu sur la touche au profit des partisans d'une organisation paramilitaire et rationnelle de l'entraînement sportif.

Placées sous la tutelle directe du parti communiste, les instances sportives, à partir de 1945, agissent en tout cas dans un pur souci de rentabilité. Les choix sont politiques. Les disciplines olympiques majeures (athlétisme, gymnastique) sont privilégiées. L'URSS crée des usines à champions et invente le sport de haut niveau. La rupture est totale avec le modèle de la « pyramide coubertienne ». Dans l'idéal amateur du fondateur des JO, la caractéristique même du champion est d'émerger spontanément de la masse des pratiquants.

Dans le modèle soviétique au contraire, la spontanéité n'a plus cours. Elle est même critiquée puisque favorable aux élites en place. Des systèmes de détection sont mis en places dès l'enfance. Les programmes d'éducation physique généralisés dans les écoles permettent de détecter les futurs talents, qui dès le plus jeune âge sont orientés vers des sections sport-études.

Le sport devient ainsi une affaire d'élites, placé au cœur même du système totalitaire. Les meilleurs clubs sont d'ailleurs patronnés par les services de sécurité. Dynamo pour le Renseignement intérieur et Etoile Rouge pour les forces armées. Les athlètes internationaux – officiellement amateurs – bénéficient de sinécures dans l'Armée ou le KGB. Avec salaires de nomenklaturiste et prime payée pour partie en dollars. Pas moins de 12 000 roubles (environ 120 000 francs actuels) pour une médaille d'or aux jeux olympiques de Séoul en 1988. Les « progrès » de la sciences sont également mis au service des sportifs de haut niveau.

Symphonie de boycotts

Le modèle « scientifique » de l'URSS est également appliqué aux pays du bloc. Uniformément. Même tutelle du complexe militaro-industriel, même revue (systématiquement dénommée « Théorie et pratique de la culture physique »), mêmes « centres de recherche » sur le sport, même programme sportif dans les écoles et sur les lieux de

travail. Les Soviétiques iront même jusqu'à imposer les appellations Dynamo et Spartak à leurs alliés.

Certains comme la RDA feront d'ailleurs mieux que le maître. Avec 16 fois moins d'habitants que l'URSS ou les Etats-Unis, la république est-allemande parvient à se classer première aux jeux olympiques d'hiver en 1980 et 1984. Elle prend la deuxième place derrière l'Union soviétique lors des jeux olympiques d'été de 1976 à 1988 (JO de Los Angeles mis à part). Le volontarisme est-allemand, là encore, n'était pas désintéressé. En s'affirmant sur la scène olympique, la RDA est parvenue à contester le monopole de représentation du peuple allemand exercé par la RFA. Fort de ses succès, le comité national olympique est-allemand a finalement été reconnu en 1965, les maillots bleu marine frappés des fameuses initiales GDR faisant leur apparition sept ans plus tard aux JO de Munich. Pour le malheur des cousins ouest-allemands battus à plate couture par les déménageurs et déménageuses du camarade Honecker. Coïncidence ou non, la victoire de Munich est suivie en 1973 par l'admission de la RDA aux Nations Unies.

Avec l'ONU, les JO deviennent ainsi l'une des principales arènes diplomatiques du monde de la guerre froide. Le boycott olympique se transforme en outil de politique extérieure. Un outil rempli de subtilités.

Il y a les grands boycotts de 1980 (absence américaine à Moscou) et 1984 (absence soviétique à Los Angeles), utilisés en pleine période de glaciation. Il y a les » boycotts pétition » opérés le plus souvent par et pour des petits pays à faible visibilité : boycotts européens pour protester contre l'invasion de la Hongrie en 1956, refus des Soviétiques d'affronter les Chiliens lors de la Coupe du monde de football de 1974…

Il y a enfin les refus de boycotts ou « boycotts provocation », allant à l'encontre de la logique des blocs. L'Albanie boycottant coûte que coûte toute « manifestation bourgeoise » jusqu'à la transition démocratique de 1991. Ceaucescu envoyant une délégation roumaine à Los Angeles. La Yougoslavie, exclue du Kominform, participant aux jeux olympiques de 1948.

Les JO n'ont pas seulement rythmé la guerre froide. Ils ont également permis à la contestation de s'exprimer au grand jour, d'une manière encadrée. Lorsque la contestation devient rébellion, le cadre sportif, en revanche n'est plus adéquat. Règles et codes ne tiennent plus. Les matchs URSS/Hongrie en water-polo (1956) et URSS/Tchécoslovaquie en hockey sur glace (1968) se sont ainsi terminés en batailles rangées.

Etrange aventure que celle des athlètes venus du froid. Tout au long de son histoire, le sport soviétique aura été intimement associé à la trajectoire diplomatique de l'URSS. Il aura connu les soubresauts de 1956 et 1968, vécu les périodes conquérantes de l'après-guerre et sombré corps et bien avec le système en place. Car la glasnost a levé le voile sur la réalité sportive d'un pays, où les exploits olympiques se sont multipliés au détriment de la pratique populaire. Pour un Popov collectionnant les médailles de Barcelone à Sydney, 70 % des petits Russes ne savent pas nager.

[1] Nikolaï Podvoïski, directeur de Vsevobuch, l'organisme de préparation physique et militaire des futurs cadres de l'Armée rouge.

Par Gurvan LE GUELLEC
Vignette : Spartakiade à Prague (Tchécoslovaquie) en 1960. Photo libre de droit, attribution non requise.
Retour en haut de page

date créée
01/01/2002
Champs de Méta
Auteur-article : Gurvan LE GUELLEC